



## Couvre-feu et hôpitaux en détresse :

# **MÉTRO-BOULOT-DODO... ET SURTOUT BOULOT !**

---

*L'état d'urgence sanitaire est prolongé jusqu'en février 2021, le couvre-feu étendu désormais à 46 millions de personnes. Eh oui, la deuxième vague est là et continue de monter. Mais pas les moyens de lutter efficacement contre le virus. Car les mesures qui font peser sur la population le poids de la situation sanitaire cachent mal la responsabilité du gouvernement dans la gestion de la crise, le manque de moyens et les contradictions. Ces mesures semblent d'ailleurs bien dérisoires pour enrayer l'épidémie. Impréparation, incohérence ? Pas seulement, car il y a bien une logique : faire des économies et préserver les grandes entreprises, quoi qu'il en coûte pour le monde du travail.*

---

### **La responsabilité des uns**

Dépistage, traçage, protocole sanitaire : le gouvernement gère la crise sanitaire au moindre coût. Dans les Ehpad, la propagation du virus est inquiétante. Dans les établissements scolaires, rien n'a été prévu depuis la rentrée pour soulager les classes surchargées, que l'administration rechigne à fermer, même avec des cas avérés de Covid.

Dans les hôpitaux, la situation est catastrophique. Épuisement, sous-effectif, insuffisance des moyens : les soignants ont bien raison d'être en colère contre le gouvernement, eux qui réclament depuis des années des embauches massives et de l'argent pour la santé. Vèran et Macron répètent qu'il est impossible de former du personnel dans des délais si courts. Mais cela fait déjà neuf mois depuis février ! Bien plus que les deux jours de formation que reçoivent les soignants envoyés d'urgence en renfort dans les services de réanimation.

Et comment justifier l'impréparation ? Le manque est criant depuis des années. Et rien n'a été fait depuis le début de l'épidémie. Au contraire, la situation des hôpitaux a empiré. Résultat : des soignants testés positifs contraints de travailler, les congés annulés et des hôpitaux qui craquent déjà. Parce qu'on ne peut pas tout déprogrammer, ni délester les hôpitaux vers d'autres régions, il y a en Île-de-France 30 % de places

disponibles en réanimation de moins qu'au printemps pour les malades de la Covid ! À qui la faute ?

### **La culpabilisation des autres**

« Le meilleur moyen de soulager l'hôpital, c'est de ne pas tomber malade » a dit Castex. Merci du conseil ! Comme si nous étions coupables de propager la Covid ! Tout ça pour justifier les restrictions, en reportant la responsabilité de la deuxième vague sur la population, dont le quotidien sous couvre-feu devrait se résumer à aller travailler.

Pas étonnant que certains dénoncent les interdictions en cascade qui pèsent sur la vie sociale. Certes, il ne suffit pas d'avoir assez de lits de réanimation pour endiguer l'épidémie, il faut aussi des mesures collectives. Mais ce ne sont pas les contrôles de police et les amendes qui vont améliorer la situation sanitaire, alors qu'il faut attendre des jours pour se faire tester et qu'on est obligés – entre 6 heures et 21 heures – de s'entasser dans les transports, à l'école et au travail !

### **Leur seule logique : nous faire travailler malgré le virus**

Le grand patronat, lui, ne subit pas toutes ces contraintes. Certains petits patrons doivent fermer boutique, mais les grandes entreprises sont préservées. Après leur avoir offert des milliards avec le plan de relance, le gouvernement veille à ce que les travailleurs continuent à s'y faire exploiter. Dans les entreprises, les masques et le gel hydroalcoolique permettent aux employeurs de se dédouaner de leurs responsabilités en termes d'organisation du travail ou de traçage des cas contacts. Macron l'a rappelé : rien n'est obligatoire pour les patrons. Même pas le télétravail, parfois refusé aux salariés contraints de prendre les transports et de travailler dans des conditions dégradées.

Il n'est pas question de risquer nos vies pour la gagner. Partout, nous devons exiger des conditions de travail sécurisées. La colère contre le gouvernement et ses mesures est légitime, car sa seule boussole est le maintien des profits des grandes entreprises malgré l'épidémie. Mais qu'elle soit économique ou sanitaire, ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise !

Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! ..... Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! ..... Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler !

### **Pas à la fête**

Habituellement, au centre financier, nous ne travaillons pas l'une des deux veilles de fêtes de Noël ou du jour de l'an. Mais la direction a décidé que ce ne serait pas le cas cette année. Ceci après avoir reçu les remerciements du directeur de la Banque Postale pour notre implication pendant le confinement.

Nous avons été nombreux à signer la pétition, qui a été remise en délégation, pour dire que l'on ne veut pas se contenter de bonnes paroles.

### **Consultation bidon**

La direction fait semblant de nous demander notre avis sur le Plan stratégique 2030. Mais, en réalité, les « plans de transformations ambitieux de La Poste », on les connaît d'avance. C'est toujours plus de boulot avec toujours moins de personnel.

### **En état de manque**

À Paris 15, plus de dix tournées n'ont pas été attribuées lors de la dernière vente, faute de titulaires. De plus, il n'y a pratiquement plus de volant de remplacement en CDI.

Au moins une quarantaine de positions de travail sont sans personnel fixe. Et la direction se permet de ne pas renouveler certains collègues intérimaires !

Ils devraient au contraire être embauchés en CDI, car le sous-effectif est permanent : nous avons besoin d'eux et ils ont besoin d'un salaire stable.

### **Sans bicyclette ?**

La direction a annoncé son intention de supprimer les tournées à vélo et de mettre en place plus d'îlots et de tournées en méridienne lors de la prochaine réorganisation, en plus de nous fourguer les prospectus publicitaires.

À chaque réorganisation, c'est une nouvelle aggravation de nos conditions de travail... À moins que nous mettions un frein à ses mauvais coups.

### **Réintégration de Gaël**

L'audience concernant la réintégration de Gaël Quirante, secrétaire du syndicat SUD Poste 92, a été reportée au 5 novembre.

Gaël a été licencié en mars 2018 de façon totalement arbitraire, avec l'assentiment de Muriel Pénicaud, ex-ministre du Travail. L'inspection du travail estimait pourtant que ce licenciement était une atteinte au droit syndical.

Avec la complicité du gouvernement, La Poste voudrait se débarrasser de ceux qui se battent. Défendons nos droits et luttons contre la répression. Le licenciement de Gaël doit être annulé.

Un rassemblement est organisé le 5 novembre à 9 heures au métro Cergy Préfecture (RER A) pour se rendre au tribunal administratif.

### **Barbarie et misère sociale ne sont pas des fatalités**

Depuis l'assassinat de Samuel Paty, pas un jour n'est passé sans que soient proférés par le gouvernement, la droite ou l'extrême droite xénophobes des propos nauséabonds confondant terroristes islamistes et musulmans ou une partie de la population supposée l'être. Jusqu'à s'en prendre aux rayons halal et casher des supermarchés...

L'extrême droite a toujours utilisé la xénophobie comme fonds de commerce, pour diviser les classes populaires, les renvoyer à leur « communauté » et les éloigner de leurs intérêts communs. Elle n'en est pas moins talonnée par Macron et son gouvernement, soucieux de grappiller des voix en alimentant amalgames et mépris.

De leur côté, les islamistes tuent depuis des années et leurs premières victimes sont les populations du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie.

Les uns comme les autres sont les deux bouts d'un même bâton destiné à maintenir l'ordre par la division, voire à terroriser par tous les moyens. Ces ennemis de classe des travailleurs, prêts à dégainer la haine raciale ou religieuse, ont une même devise : que les capitalistes continuent à faire des profits, avec nous les prétendues « brebis » seront bien gardées !

La loi contre le « séparatisme » que prépare Macron n'a pas d'autre but. Sa politique anti-ouvrière, exclusivement en faveur du grand patronat, appauvrit la société et ne fait qu'alimenter le terreau sur lequel poussent l'extrême droite et toutes les formes de fascisme, fanatisme religieux compris.

Face à cela, les travailleurs peuvent changer la donne, se battre toutes origines confondues contre cette société d'injustice et d'exploitation.

### **Enfin l'immunité ouvrière ?**

Avec le couvre-feu, tout le monde se presse en sortant du travail pour être chez soi en temps et en heure. Mais le trafic n'a en rien été adapté dans les transports en commun. Ne reste plus aux usagers qu'à se tasser dans des bus et métros bondés, collés les uns aux autres.

Pas de souci, selon Djebbari, le ministre des Transports : seul 1 % des contaminations auraient lieu dans les transports en commun... C'est son petit doigt qui lui a dit ! Et les patrons diront que c'est dans le bus ou le métro, pas dans leur usine qu'on aura chopé le virus. La boucle est bouclée.

